

# Grèce : plus que 4 jours pour trouver un accord

Écrit par [AgritechTrade](#)

Créé le mercredi 8 juillet 2015 20:00

Évaluer cet élément

La Grèce a voté « non » à 63,1 % lors de son référendum de dimanche dernier, mais ce n'est pas pour autant que les marges de manœuvre ont été retrouvées par son premier Ministre Alexis Tsipras. Bien au contraire, avec des banques qui ne peuvent rouvrir en ce milieu de semaine et probablement pas avant le début de la semaine prochaine, le pays se retrouve en état d'urgence sur le plan financier.

La seule marge de manœuvre qu'a très bien compris Alexis Tsipras, se trouve entre le différentiel des 2 principaux Etats de la zone Euro que sont l'Allemagne et la France. Car pas besoin d'être un grand stratège pour comprendre qu'il y a un très bon élève (l'Allemagne) et un plutôt dilettant (la France), et donc qu'il est facile de s'engouffrer dans cette brèche pour faire monter les enchères.

D'ailleurs, il suffit de reprendre les propos tenus hier soir de nos deux dirigeants, avec Angela Merkel qui dit précisément : « il est urgent d'obtenir du gouvernement grec des propositions tout à fait précises », alors que François Hollande demande : « des propositions sérieuses et responsables ». L'une est dans les actes, grâce à sa puissance, l'autre est dans les mots, à cause de sa faiblesse économique.

Et pour mettre tout le monde au parfum, du fait d'un pays comme la France (2 050 milliards de dettes, hors dette sociale), où les différents gouvernements successifs n'ont pas eu le courage de faire les réformes structurelles nécessaires (cause : affrontement avec la rue ou de sa base), après la Grèce, viendra le tour de la France à plus ou moins brève échéance, si à compter de dimanche soir, une solution sérieuse n'est pas trouvée et actée sur le cas de la Grèce vis-à-vis des chefs d'Etat de l'Europe.

On comprend mieux ainsi pourquoi un tel décalage entre les propos d'une nation qui a les ambitions de sa politique et les autres propos d'une nation qui n'a plus franchement les moyens de sa politique d'antan.

A ce stade, alors que la confiance a totalement disparue vis-à-vis de l'économie grecque, dont cette dernière est maintenant à l'arrêt, et qui risque l'effondrement à tout moment (tout le monde retirant chaque jour ses 60 € pour les mettre bien à

l'abri, après plus de 50 milliards d'euros sur les 5 premiers de l'année), il va bien falloir trouver une solution de circonstance, afin d'éviter un point de non-retour à terme pour la zone euro et de façon plus large pour l'Europe et ses 28 Etats membres.

C'est pour cela que nous sommes à un tournant de l'Histoire, et que chacun ne veut pas porter sur lui la responsabilité d'événements bien plus grave qui pourraient se faire jour d'ici quelques années. Nous rappellerons à ce stade, que nous sommes dans une analogie assez proche de celle du milieu des années 30 (déficits des budgets des Etats, taux de chômage très élevés, des dettes pharaoniques, etc ...), et des capacités réelles de remboursement quasi inexistantes.

Donc dans une cadrature du cercle, il faut éviter de perdre la face, et bien sûr de gagner le maximum de temps, afin que des solutions resurgissent avec le temps, pouvant essayer de changer la trajectoire actuelle (pour obtenir le moins de dommage possible), même si chacun connaît déjà la fin du scénario lorsque l'on arrive au bout du bout.

Une fois dit cela, il faut passer aux choses concrètes, et à ce stade, elles sont bien minces ou peu avouables. D'un côté le Grexit, soit la sortie de la zone euro sans en connaître les répercussions en chaîne pour l'Europe et le système financier (peur du cas Lehman Brother). De l'autre, un plan à 2 ans minimum, voire 3 ans, dans lequel la Grèce s'engage à petite vitesse sur des réformes structurelles, permettant aux capitaux étrangers de venir s'investir dans le pays pour cette fois-ci y développer une réelle économie (absence d'économie dans le pays de longue date, expliquant le fait que 40 % de la population est payée par l'Etat) pour enfin créer de la richesse. Cela étant accompagné par un rééchelonnement du remboursement de la dette, et d'un nouvel effacement d'une partie de la dette (40 à 80 milliards d'euros en fonction de la négociation de dernière heure en fin de semaine).

Voilà, l'équation est maintenant sur la table, et comme le plus difficile sera l'effacement d'une partie de la dette, cela risque de créer de nouvelles tensions au sein de la zone euro et même de façon plus élargie au niveau de l'Europe. Tout en sachant qu'en 2012, c'est un minimum de 120 milliards d'euros qui ont été abandonnés par les créanciers privés, alors que cette fois-ci, ce sont les contribuables européens qui au travers du paiement de leurs impôts vont devoir lâcher plusieurs dizaines de milliards d'euros, sans oublier que de l'autre côté, l'argent déjà prêté ne serait quasiment jamais remboursé, ou alors dans un peu plus d'un siècle ou deux.

Au final, les marchés financiers n'ont pas fini de s'agiter, et le gros temps pourrait bien être devant nous ! La volatilité a donc de beaux jours devant elle, avec peut-être à termes, un retour du cauchemar de l'automne 2008.